

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/220/UKR
7 juillet 2011

(11-3336)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète présentée conformément à l'article XVI:1
du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

UKRAINE

La notification ci-après, datée du 1^{er} juillet 2011, est distribuée à la demande de la délégation de l'Ukraine.

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| INTRODUCTION | 3 |
| I. PARTIE I. PROGRAMMES HORIZONTAUX..... | 4 |
| 1. Zones économiques spéciales et territoires prioritaires..... | 4 |
| 2. Parcs technologiques..... | 4 |
| 3. Soutien de l'État pour la réalisation de projets d'investissement et d'innovation dans le secteur réel de l'économie..... | 7 |
| II. PARTIE II. PROGRAMMES SECTORIELS | 8 |
| 1. Construction navale | 9 |
| 2. Aéronefs | 10 |
| 3. Industrie houillère..... | 15 |
| 4. Édition..... | 18 |

INTRODUCTION

La présente notification a été préparée au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

La notification concerne les subventions accordées en 2009 et en 2010 et fournit des données statistiques sur ces années.

En établissant la présente notification, l'Ukraine a tenu compte des "Règles générales" applicables, énumérées dans le document G/SCM/6/Rev.1.

I. PARTIE I. PROGRAMMES HORIZONTAUX

1. Zones économiques spéciales et territoires prioritaires

Pendant la période considérée, les projets d'investissement réalisés dans les zones économiques spéciales et les territoires prioritaires sont soumis au régime fiscal normal.

Durant la période considérée, il n'y a eu aucun changement concernant l'objectif général, le fondement, la législation et la forme de la subvention, et à qui et comment la subvention est accordée, par rapport aux renseignements donnés dans le document G/SCM/N/155/UKR daté du 26 mai 2008 et dans le document G/SCM/N/186/UKR daté du 3 juillet 2009.

Des avantages fiscaux ont été accordés à certaines entreprises par décision de justice uniquement.

Montant total:

| Forme de la subvention | Zones économiques spéciales, en milliers de hryvnias | | Territoires prioritaires, en milliers de hryvnias | |
|--------------------------------------|--|-----------|---|---------|
| | 2009 | 2010 | 2009 | 2010 |
| Exonération de l'impôt sur le revenu | 90,1 | 0 | 0 | 5 313,0 |
| Exonération de droits d'importation | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Report de la TVA | 68 708,7 | 140 401,9 | 0 | 0 |
| Exonération de la taxe foncière | 0 | 0 | 0 | 0 |

2. Parcs technologiques

Objectif général et/ou objet

Encourager l'investissement et la promotion de la recherche-développement de nouvelles technologies.

Fondement et législation

La législation habilitante sur laquelle reposent la mise en place et le fonctionnement des parcs technologiques se retrouve dans:

- la Loi ukrainienne n° 3333-IV du 12 janvier 2006 portant modification de la Loi sur le régime spécial d'activités d'innovation des parcs technologiques et d'autres lois nationales (telle que modifiée);
- la Loi ukrainienne n° 2623-III du 11 juillet 2001 sur les orientations prioritaires de la science et de la technologie (telle que modifiée);
- la Loi ukrainienne n° 433-IV du 16 janvier 2003 sur les priorités des activités d'innovation en Ukraine (telle que modifiée);
- le Décret n° 2311 du 17 décembre 1999 du Conseil des ministres de l'Ukraine (tel que modifié) approuvant la procédure d'examen et d'approbation des orientations prioritaires des activités du parc technologique, la procédure d'examen et d'enregistrement des projets du parc technologique;

- le Décret n° 1643 du 23 novembre 2006 du Conseil des ministres de l'Ukraine approuvant la procédure de versement des montants de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, sur un compte spécial du parc technologique, d'utilisation et de contrôle de ces montants;
- le Décret n° 517 du 21 mars 2007 du Conseil des ministres de l'Ukraine approuvant la procédure de contrôle et de suivi de l'exécution des projets des parcs technologiques;
- le Décret n° 1657 du 29 novembre 2006 du Conseil des ministres de l'Ukraine approuvant la procédure d'enregistrement des parcs technologiques par l'État.

Les mesures d'incitation offertes sous forme d'exonérations des droits d'importation et de taxes intérieures sont indiquées dans les lois fiscales pertinentes.

Impôt sur les bénéfices des sociétés

- Loi ukrainienne n° 334/94-VR du 28 décembre 1994 sur l'impôt sur les bénéfices des sociétés (telle que modifiée).

Droits d'importation

- Loi ukrainienne n° 2097-XII du 5 février 1992 sur le tarif douanier commun (telle que modifiée);
- Loi ukrainienne n° 2371-III du 5 avril 2001 sur le tarif douanier de l'Ukraine (telle que modifiée); et
- Loi ukrainienne n° 1109-V du 31 mai 2007 portant modification du tarif douanier de l'Ukraine.

TVA

- Loi ukrainienne n° 168/97 du 3 avril 1997 sur la taxe sur la valeur ajoutée (telle que modifiée).

Forme

Exonérations fiscales/report d'impôt et aide au crédit.

Description des avantages

Exonération de l'impôt sur les bénéfices.

Les recettes tirées de l'impôt sur les bénéfices sont accumulées sur un compte spécial et utilisées uniquement dans le cadre d'activités scientifiques et techniques et aux fins du développement du potentiel scientifique, technologique et de recherche du parc.

Report de la TVA

Le billet à ordre d'une durée de 720 jours est utilisé pour les obligations fiscales lors de l'importation de nouveaux équipements et pièces et celui d'une durée de 180 jours lors de l'importation

de matériaux, dans les deux cas non produits en Ukraine. La période est calculée à compter du jour où le billet à ordre est remis aux autorités douanières.

Exonération des droits d'importation

Les nouveaux matériaux, équipements et pièces utilisés comme intrants dans des projets peuvent être importés en franchise de droits s'ils ne sont pas produits en Ukraine.

Soutien sous forme de prêts

Depuis 2006, l'Ukraine prévoit chaque année, dans le budget de l'État, des provisions pour:

le financement partiel ou total (jusqu'à 50 pour cent), sous forme de prêts à taux zéro (avec indexation sur l'inflation), des projets du parc; et

une compensation totale ou partielle des intérêts payés par l'organe d'exécution des projets du parc aux banques commerciales et autres sociétés de financement au titre des prêts destinés à ces projets.

En 2009 et en 2010, aucun fonds de soutien sous forme de prêts n'a été prévu dans le budget de l'État.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires du régime préférentiel sont les parcs technologiques, leurs participants et les coentreprises qui réalisent des projets d'innovation dans les zones prioritaires.

Le parc technologique est une personne morale ou une association de personnes morales qui réalisent des projets d'innovation (faisant intervenir des technologies de pointe).

Les orientations prioritaires pour chaque parc sont définies conformément à la Loi n° 2623-III du 11 juillet 2001 sur les orientations prioritaires de la science et de la technologie et à la Loi n° 433-IV du 16 janvier 2003 sur les priorités des activités d'innovation en Ukraine, examinées par le Présidium de l'Académie nationale des sciences et approuvées par l'autorité du gouvernement central chargée des questions scientifiques.

Montant

| | 2009, en millions de hryvnias | 2010, en millions de hryvnias |
|---|--|--|
| Exonération de l'impôt sur les bénéfices (utilisation des montants versés au titre de l'impôt sur les bénéfices, sur un compte spécial consacré aux parcs et aux projets) | 1,547 | 29,3 |
| Soutien du crédit (compensation totale ou partielle des intérêts versés par l'organe d'exécution des projets du parc aux banques commerciales et autres sociétés de financement au titre des prêts) | Néant | Néant |
| Exonération des droits d'importation | 3,436 | 4,9 |
| Report de la TVA | 1,4 | 0 |

Durée

Le régime préférentiel en faveur des parcs technologiques a été établi pour une période de 15 ans.

Effets sur le commerce

Il n'est pas possible d'estimer les éventuels effets sur le commerce découlant du recours aux programmes décrits plus haut.

3. Soutien de l'État pour la réalisation de projets d'investissement et d'innovation dans le secteur réel de l'économie

Objectif général et/ou objet

Soutien pour la réalisation de projets d'investissement et d'innovation dans le secteur réel de l'économie, introduction de technologies de pointe.

Fondement et législation

La Loi ukrainienne n° 2154-VI du 27 avril 2010 sur le budget de l'État pour 2010 prévoit un fonds de 1 000 000,0 milliers de hryvnias.

Le Décret n° 476 du 16 juin 2010 du Conseil des ministres de l'Ukraine approuve la procédure d'utilisation en 2010 du Fonds de stabilisation pour le soutien de l'État à la réalisation de projets d'investissement et d'innovation dans le secteur réel de l'économie, y compris des prêts moins onéreux.

Forme

Compensation des taux d'intérêt de prêts

Fonds alloués pour la compensation des taux d'intérêt des prêts contractés par des entreprises dans la monnaie nationale et/ou dans des monnaies étrangères, y compris les prêts contractés auprès d'institutions financières étrangères, pour la réalisation de projets d'investissement et d'innovation.

La compensation est accordée pour les montants effectivement payés à un taux égal à 1,2 fois le taux de la Banque nationale en vigueur à la date de calcul du taux d'intérêt du prêt.

Cofinancement de la réalisation de projets d'investissement

Soutien de l'État à des projets d'investissement sous la forme d'un cofinancement (investissement public) subordonné au taux des droits des entreprises d'État, qui doit dépasser 25 pour cent du capital autorisé des entreprises.

Bénéficiaires

Entreprises réalisant des projets d'investissement et d'innovation sélectionnés sur une base concurrentielle conformément à la procédure approuvée par l'Ordonnance n° 39 du 10 août 2010 de l'Agence d'État sur les investissements. L'ordonnance définit certains critères de sélection, tels que des critères scientifiques et technologiques, de production, de commercialisation, financiers, sociaux et écologiques.

Montant

| Forme | 2010, en milliers de hryvnias |
|--|-------------------------------|
| Compensation des taux d'intérêt d'emprunts | 222 522,5 |
| Cofinancement (investissement public) | Néant |

Durée

Courant de l'année 2010.

Effets sur le commerce

Il n'est pas possible d'estimer les éventuels effets sur le commerce du recours au programme décrit plus haut.

II. PARTIE II. PROGRAMMES SECTORIELS

La législation sur laquelle sont fondés les programmes ukrainiens d'aide sectorielle est la suivante:

- la législation habilitante propre au secteur même (construction navale, aéronefs, etc.) qui est mentionnée ci-dessous pour chaque secteur; et
- la loi appliquant une mesure fiscale particulière en vertu de laquelle l'aide est offerte (exonérations ou report des droits d'importation, de la TVA, etc.).

Loi sur le budget de l'État pour l'année en cours.

La législation habilitante propre à chaque secteur est mentionnée pour chacun des secteurs faisant l'objet d'un soutien indiqués ci-après. Les lois fiscales pertinentes prévoyant des avantages en faveur des entreprises dans les secteurs faisant l'objet d'un soutien sont les suivantes:

- Loi ukrainienne n° 835-VI du 26 décembre 2008 sur le budget de l'État de l'Ukraine pour 2009;
- Loi ukrainienne n° 2154-VI du 27 avril 2010 sur le budget de l'État de l'Ukraine pour 2010;

Droits d'importation

- Loi ukrainienne n° 2097-XII du 5 février 1992 sur le tarif douanier commun (telle que modifiée);
- Loi ukrainienne n° 2371-III du 5 avril 2001 sur le tarif douanier de l'Ukraine (telle que modifiée); et
- Loi ukrainienne n° 1109-V du 31 mai 2007 portant modification du tarif douanier de l'Ukraine.

TVA

- Loi ukrainienne n° 168/97 du 3 avril 1997 sur la taxe sur la valeur ajoutée (telle que modifiée).

Impôts sur les revenus

- Loi ukrainienne n° 334/94-VR du 28 décembre 1994 sur l'impôt sur les bénéfices des sociétés (telle que modifiée).

1. Construction navale

Objectif général et/ou objet

Les objectifs généraux de l'aide fournie à l'industrie navale sont les suivants:

- promouvoir un meilleur usage des capacités existantes de production et de recherche-développement de l'industrie; et
- encourager de nouveaux investissements dans le secteur afin de réaliser des gains d'efficacité et de compétitivité.

Fondement et législation

Des subventions sont accordées en vertu de la Loi n° 1242-XIV sur les mesures de soutien public en faveur de l'industrie navale en Ukraine (telle que modifiée par la Loi n° 1766-IV du 15 juin 2004) et du Décret n° 1256 du 21 décembre 2005 du Conseil des ministres de l'Ukraine (tel que modifié) portant approbation de la liste des entreprises bénéficiaires d'un soutien en faveur de l'industrie navale.

Forme

Report de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Pour les constructeurs de navires remplissant les conditions requises qui le souhaite, les paiements anticipés effectués par un client et les prêts accordés spécifiquement pour le financement de bateaux pour la navigation maritime ou fluviale et autres engins flottants peuvent être placés sur un compte spécial et exemptés de la retenue d'impôt. Les fonds placés sur de tels comptes peuvent uniquement être utilisés pour faire face aux coûts associés à l'exécution du contrat pour lequel les paiements anticipés ont été effectués ou les prêts accordés. Pendant l'exercice au cours duquel le constructeur livre le navire au client, les fonds versés sur le compte spécial et en provenant sont inclus dans les recettes/dépenses brutes aux fins du calcul des bénéfices au titre de l'impôt sur les sociétés.

Aide au crédit

À compter du 1^{er} janvier 2005, le soutien accordé aux bateaux pour la navigation maritime ou fluviale et autres engins flottants, ainsi qu'à la construction et la reconstruction de biens de production de base dans l'industrie navale, a pris la forme d'une compensation partielle de l'intérêt payé aux banques commerciales pour les crédits octroyés. Chaque année, l'allocation d'un certain budget est prévue par la Loi sur le budget de l'État afin d'apporter cette aide.

La procédure d'utilisation de ces allocations provenant du budget de l'État est établie chaque année par le Conseil des ministres de l'Ukraine.

Cependant, en 2009 et en 2010, aucun budget n'a été prévu à cette fin.

Bénéficiaires

Le Conseil des ministres de l'Ukraine approuve une liste d'entreprises de construction navale admissibles conformément à l'ordonnance établie dans son Décret n° 555 du 12 juillet 2005. La liste approuvée actuellement en vigueur figure dans la Résolution n° 1256 du 21 décembre 2005 du Conseil des ministres de l'Ukraine (dernières modifications apportées par le Décret n° 574 du 10 juin 2009 du Conseil des ministres de l'Ukraine).

Montant

| | 2009, en millions de hryvnias | 2010, en millions de hryvnias |
|--|-------------------------------|-------------------------------|
| Report de l'impôt sur les bénéfices des sociétés | 8 597,8 | 452,6 |
| Aide au crédit | Non appliquée | Non appliquée |

Durée

Jusqu'au 1^{er} janvier 2012.

Données statistiques pour l'évaluation des effets sur le commerce

| Valeur de la production | 2009, en millions de hryvnias | 2010, en millions de hryvnias |
|--|-------------------------------|-------------------------------|
| Bateaux pour la navigation maritime et autres engins flottants | 556,4 | 795,9 |

2. Aéronefs

Objectif général et/ou objet

L'octroi d'une aide au secteur de la construction aéronautique a pour objectif global de promouvoir une utilisation efficace de la production et du potentiel de recherche-développement et d'encourager l'investissement afin d'assurer la modernisation du secteur.

Fondement et législation

En 2009, conformément à la Loi ukrainienne n° 835-VI du 26 décembre 2008, une partie du budget du Fonds de stabilisation est attribuée au financement de projets d'investissement des entreprises aéronautiques.

Le Décret n° 409 du 28 avril 2009 du Conseil des ministres de l'Ukraine porte approbation de l'Ordonnance relative à l'attribution en 2009 des fonds du Fonds de stabilisation prévue dans le budget de l'État conformément à l'article 76 de la Loi ukrainienne n° 835-VI du 26 décembre 2008.

La Résolution n° 447-r du 22 avril 2009 du Conseil des ministres de l'Ukraine porte approbation de l'Ordonnance relative au financement des projets d'investissement des entreprises aéronautiques.

En 2010, un soutien est accordé conformément à la Loi de l'Ukraine n° 1814-VI du 20 janvier 2010 portant modification de certaines lois de l'Ukraine sur le soutien public à l'industrie aéronautique.

De plus, la Loi n° 2154-VI du 27 avril 2010 sur le budget de l'État pour 2010 prévoit la compensation des taux d'intérêt des crédits contractés par les entreprises aéronautiques pour la réalisation de projets d'investissement. La Résolution n° 447-r du 22 avril 2009 du Conseil des ministres de l'Ukraine approuve la procédure de financement des projets d'investissement menés par les entreprises aéronautiques.

Le Décret n° 680 du 21 juillet 2010 du Conseil des ministres de l'Ukraine sur l'importation de produits sur le territoire douanier de l'Ukraine par les entreprises aéronautiques énonce les prescriptions relatives aux volumes d'importation admissibles et à l'utilisation finale appropriée de ces produits.

Forme

Soutien sous forme de prêts

Les entreprises d'État bénéficient de prêts à taux zéro pour la réalisation de certains projets d'investissement.

Bénéficiaires

Trois entreprises d'État du secteur de l'aéronautique qui ont utilisé des prêts pour produire des aéronefs AN-148 et AN-74 à grande échelle ainsi que pour moderniser et réparer des aéronefs AN-24, AN-26 et AN-32.

Montant

| | 2009, en millions de hryvnias |
|-----------------------------|--------------------------------------|
| Soutien sous forme de prêts | 260 |

Durée

Courant de l'année 2009.

Données statistiques pour l'évaluation des effets sur le commerce

| | 2009, en millions de hryvnias |
|------------------------------------|--------------------------------------|
| Production par bénéficiaire, total | 2 739,012 |

Compensation des taux d'intérêts des prêts

Compensation partielle des taux d'intérêt des prêts contractés par les entreprises aéronautiques pour la mise en œuvre de projets d'investissement.

Exonération du droit d'importation

Conformément au point "r" de la première partie de l'article 19 de la Loi sur le tarif douanier commun, l'exonération du droit d'importation vise les produits importés (réimportés) par des

entreprises aéronautiques qui sont admissibles au titre de l'article 2 de la Loi sur le développement de l'industrie aéronautique et relèvent des codes du SH (de l'UFEACC) suivants:

2707 20 90 00, 2707 30 10 00, 2707 60 00 00, 2710 11 21 00, 2710 19 81 00, 2710 19 99 00, 2712 20 90 00, 2805 30 90 00, 2818 10 90 00, 2827, 2835, 3204 90 00 00, 3207 40 30 00, 3208, 3209, 3211 00 00, 3214 10 10 10, 3603 00, 3604 90 00 00, 3703 10 00 00, 3703 90 10 00, 3824 10 00 90, 3824 90 35 00, 3824 90 40 00, 3824 90 50 00, 3824 90 65 00, 3901, 3909, 3911, 3917, 3919, 3920, 3921, 4002, 4005, 4006 90 00 00, 4006 90 00 90, 4008, 4009, 4011 30 10 00, 4016, 4017 00, 7003, 7007, 7019, 7202, 7205 10 00 00, 7205 29 00 00, 7207, 7208, 7209, 7211, 7212, 7213, 7214, 7215, 7217, 7218, 7219, 7220, 7221 00 10 00, 7223, 7224 90 18 00, 7225, 7226, 7227, 7228, 7229, 7304, 7311 00 10 00, 7312, 7315, 7318, 7326, 7407, 7409, 7411, 7413 00, 7419, 7502, 7504 00 00 00, 7505, 7506, 7507, 7508, 7601, 7603, 7604, 7605, 7606, 7607 11 90 00, 7607 19 99 00, 7607 20 91 00, 7608, 7609 00 00 00, 7616, 8101, 8102, 8104, 8105, 8108, 8111 00 90 00, 8112, 8307, 8409 10 10 00, 8411 11 10 00, 8411 12 11 00, 8411 12 13 00, 8411 12 19 00, 8411 12 90 00, 8411 21 10 00, 8411 22 11 00, 8411 22 19 00, 8411 81 10 00, 8411 82 10 00, 8411 91 10 10, 8411 91 10 90, 8411 91 90 00, 8411 99 10 00, 8412 10 10 00, 8412 21 10 00, 8412 29 10 00, 8412 31 10 00, 8412 39 10 00, 8412 80 91 00, 8412 90 10 00, 8413 19 10 00, 8413 20 10 00, 8413 30 10 00, 8413 50 10 00, 8413 60 10 00, 8413 70 10 00, 8413 81 10 00, 8413 91 10 00, 8414 10 10 00, 8414 20 10 00, 8414 30 10 00, 8414 51 10 00, 8414 59 10 00, 8414 80 10 00, 8414 90 10 00, 8415 81 10 00, 8415 82 10 00, 8415 83 10 00, 8415 90 10 00, 8419 50 10 00, 8419 81 10 00, 8419 90 10 00, 8421 19 10 00, 8421 21 10 00, 8421 23 10 00, 8421 29 10 00, 8421 31 10 00, 8421 39 10 00, 8424, 8425 11 10 00, 8425 19 10 00, 8425 31 10 00, 8425 39 10 00, 8425 42 10 00, 8425 49 10 00, 8456, 8457, 8458, 8459, 8460, 8461, 8462, 8463, 8466, 8471 10 10 00, 8471 41 10 00, 8471 49 10 00, 8471 60 10 00, 8471 70 10 00, 8473 30, 8479 89 10 00, 8481, 8482, 8483, 8501 20 10 00, 8501 31 10 00, 8501 32 10 00, 8501 33 10 00, 8501 34 10 00, 8501 40 10 00, 8501 51 10 00, 8501 52 10 00, 8501 53 10 00, 8501 61 10 00, 8501 62 10 00, 8501 63 10 00, 8502 11 10 00, 8502 12 10 00, 8502 13 10 00, 8502 20 10 00, 8502 39 10 00, 8502 40 10 00, 8504 10 10 00, 8504 31 10 00, 8504 32 10 00, 8504 33 10 00, 8504 40 10 00, 8504 50 10 00, 8505, 8506, 8507 10 10 00, 8507 20 10 00, 8507 30 10 00, 8507 40 10 00, 8507 80 10 00, 8507 90 10 00, 8511 10 10 00, 8511 20 10 00, 8511 30 10 00, 8511 40 10 00, 8511 50 10 00, 8511 80 10 00, 8515, 8525 10 10 00, 8525 20 10 00, 8526 10 10 00, 8526 91 11 00, 8526 91 19 00, 8526 91 90 00, 8526 92 10 00, 8528 21 90 00, 8529 10 10 00, 8529 90 10 00, 8531 10 10 00, 8531 20 10 00, 8531 80 10 00, 8532, 8533, 8535, 8536, 8537, 8538 10 00 00, 8538 90 99 00, 8541, 8542, 8543, 8544, 8545, 8546, 9014 10 10 00, 9014 20 13 00, 9014 20 18 00, 9014 20 90 00, 9014 90 90 00, 9017 20, 9017 30, 9017 80, 9020 00, 9023, 9024, 9025 11 10 00, 9025 19 10 00, 9025 80 15 00, 9025 90 10 00, 9026 10 10 00, 9026 20 10 00, 9026 80 10 00, 9026 90 10 00, 9027, 9029 10 10 00, 9029 20 10 00, 9030 10 10 00, 9030 20 10 00, 9030 31 10 00, 9030 39 10 00, 9030 40 10 00, 9030 83 10 00, 9030 89 10 00, 9030 90 10 00, 9031 80 10 00, 9031 90 10 00, 9032 10 10 00, 9032 20 10 00, 9032 81 10 00, 9032 89 10 00, 9033.

Le Conseil des ministres approuve le volume et la procédure d'importation de ces produits (Décret n° 680 du 21 juillet 2010 du Conseil des ministres).

Si l'utilisation finale de ces produits est inappropriée ou si les importations dépassent le volume admissible, les dispositions de la Loi de l'Ukraine sur la procédure de paiement des dettes des contribuables relatives au budget et aux fonds spéciaux de l'État s'appliquent aux entreprises aéronautiques.

Exonération de la TVA

Conformément à l'article 11.34 de la Loi sur la taxe sur la valeur ajoutée, les entreprises admissibles au titre de l'article 2 de la Loi sur le développement de l'industrie aéronautique sont exonérées de la TVA applicable aux opérations suivantes:

- importations sur le territoire douanier de l'Ukraine, dans le cadre du régime d'importation (réimportation), de produits (à l'exclusion des produits assujettis au droit d'accise) nécessaires à l'industrie aéronautique, si ces produits sont exonérés de droits d'importation conformément au point "r" de la première partie de l'article 19 de la Loi sur le tarif douanier commun;
- fourniture sur le territoire douanier de l'Ukraine de résultats d'activités de recherche-développement nécessaires à l'industrie aéronautique.

En cas de non-respect de prescriptions juridiques, les dispositions de la Loi de l'Ukraine sur la procédure de paiement des dettes des contribuables relatives au budget et aux fonds spéciaux de l'État s'appliquent aux entreprises aéronautiques.

Exonération de la taxe foncière

Les entreprises aéronautiques admissibles au titre de l'article 2 de la Loi sur le développement de l'industrie aéronautique sont exonérées de la taxe foncière applicable aux terrains utilisés pour la production de produits finals, en particulier les aéronefs et les pièces et moteurs d'aéronefs, ainsi que par les entrepôts, les hangars, les pistes et les points de ravitaillement des aéronefs et de contrôle de la circulation aérienne.

Amortissement supplémentaire ou accéléré

Conformément à la Loi sur l'impôt sur les bénéfices des sociétés, on entend par amortissement supplémentaire l'amortissement d'actifs principaux qui prévoit l'inclusion d'une partie de leurs coûts d'acquisition (construction) dans les coûts bruts pour le contribuable et un amortissement additionnel de la valeur résiduelle des actifs principaux conformément aux règles générales de comptabilité.

On entend par amortissement accéléré l'amortissement d'actifs principaux effectué conformément aux règles générales de la comptabilité en partie double.

L'application cumulée d'un amortissement supplémentaire et d'un amortissement accéléré n'est pas autorisée.

Les entreprises aéronautiques admissibles ont le droit d'appliquer un amortissement supplémentaire aux nouveaux actifs principaux (qui n'étaient pas utilisés) équivalents à 50 pour cent de la valeur comptable des actifs principaux du groupe 3 et à 100 pour cent de la valeur des actifs principaux du groupe 4, en se fondant sur les résultats de la première période considérée pendant laquelle les objets de ces actifs principaux ont été utilisés, si ces objets sont utilisés exclusivement:

- a) pour la conception et la production de systèmes et de moteurs d'aéronefs;
- b) pour la conversion, la réparation, la modification et le service technique de systèmes et de moteurs d'aéronefs;
- c) pour la recherche-développement dans le secteur de l'aéronautique.

Particularité de l'impôt sur les bénéfices des sociétés

Les entreprises aéronautiques admissibles au titre de l'article 2 de la Loi ukrainienne sur le développement de l'industrie aéronautique incluent à leur revenu brut le coût des produits (services) fournis au consommateur au cours de la période fiscale où ces produits (services) ont été effectivement fournis, sans le versement initial reçu du client-contribuable; et elles incluent à leur

revenu brut le coût des produits (services) effectivement reçus par le client-contribuable moins le versement initial reçu par le vendeur-contribuable. Ce régime s'applique aux activités de conception, de production, de conversion, de réparation, de modification et de service technique concernant les aéronefs et leurs moteurs ainsi qu'à la recherche-développement dans le secteur aéronautique.

Effectuer les versements en devises

Conformément à la Loi ukrainienne n° 185/94-VR du 23 septembre 1994 sur les versements effectués en devises, les versements finals relatifs aux opérations d'importation et d'exportation des entreprises aéronautiques admissibles doivent être réalisés au plus tard 500 jours civils après le transfert des versements initiaux pour la conception, la production, la conversion, la réparation, la modification et le service technique concernant les aéronefs et leurs moteurs. Pour dépasser ce délai, il est nécessaire d'obtenir l'approbation de l'autorité centrale en matière de politique économique.

Bénéficiaires

Entités juridiques – personnes résidant en Ukraine exerçant des activités aéronautiques et détenant les licences et certificats en vertu desquels elles sont autorisées à concevoir, produire, réparer, convertir ou modifier des aéronefs ou des moteurs d'aéronef ou à en assurer le service technique et remplissant au moins deux des conditions suivantes:

- a) elles conçoivent, produisent et réparent des aéronefs et des moteurs d'aéronef;
- b) elles exécutent des commandes publiques ou militaires concernant la conception, la production et la réparation d'aéronefs et de moteurs d'aéronefs;
- c) elles veillent à la mise en œuvre des obligations internationales contractées par l'Ukraine au titre de traités internationaux portant sur la conception, la fourniture, la production et la réparation d'aéronefs et de moteurs d'aéronef.

La liste des entités admissibles du secteur aéronautique est approuvée par le Décret n° 405 du 9 juin 2010 du Conseil des ministres.

Montant

| | 2010, en milliers de hryvnias |
|---|--------------------------------------|
| Compensation des taux d'intérêts des prêts | 0 |
| Exonération du droit d'importation | 23 500 |
| Exonération de la TVA sur l'importation de produits | 67 200 |
| Exonération de la TVA sur la fourniture de résultats de recherche | 0 |
| Exonération de la taxe foncière | 26 300 |
| Particularités de l'impôt sur les bénéfices des sociétés | 71 400 |

Durée

Jusqu'au 1^{er} janvier 2016.

Données statistiques pour l'évaluation des effets sur le commerce

| Production par bénéficiaire | 2010, en milliers de hryvnias |
|-----------------------------|-------------------------------|
| | n.d. |

3. Industrie houillère

Objectif général et/ou objet

Aider à restructurer et à moderniser l'industrie houillère et à accroître et améliorer la sécurité du travail.

Fondement et législation

En 2009, en vertu du Décret n° 69 du 28 janvier 2009 du Conseil des ministres de l'Ukraine, un soutien a été accordé aux entreprises d'exploitation de mines de charbon (y compris les entreprises minières exploitant le lignite) pour la couverture partielle des coûts de production.

En vertu du Décret n° 196 du 16 mars 2009 du Conseil des ministres de l'Ukraine, un soutien a été accordé pour financer des projets d'investissement pour la construction et la modernisation technique des entreprises d'exploitation de mines de charbon.

En vertu du Décret n° 749 du 18 août 2005 du Conseil des ministres de l'Ukraine (tel que modifié), un soutien a été accordé pour la restructuration du secteur, y compris le remboursement des dettes d'électricité en souffrance (années antérieures) des entreprises préparant leur liquidation.

La portée du programme est définie conformément à la Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2009.

Conformément à la Loi ukrainienne n° 835-VI du 26 décembre 2008 sur le budget de l'État de l'Ukraine pour 2009, les financements suivants ont été prévus:

- aide aux entreprises d'exploitation de mines de charbon (y compris les entreprises minières exploitant le lignite) pour le remboursement partiel des coûts de production – 750 000,0 milliers de hryvnias;
- restructuration du secteur houiller, y compris le remboursement des dettes d'électricité en souffrance (années antérieures) (au total, 420 473,6 milliers de hryvnias) des entreprises préparant leur liquidation – 1 086 192,5 milliers de hryvnias;
- financement de projets d'investissement en vue de la modernisation technique – 275 383,3 milliers de hryvnias; et
- soutien des immobilisations des entreprises d'exploitation des mines de charbon et des producteurs de tourbe – 444 666,1 milliers de hryvnias.

Compte tenu des modifications apportées, le montant annuel prévu en 2009 pour le financement de l'industrie houillère se répartissait comme suit:

- aide aux entreprises d'exploitation de mines de charbon (y compris les entreprises minières exploitant le lignite) pour le remboursement partiel des coûts de production – 4 663 924,9 milliers de hryvnias;
- restructuration du secteur houiller, y compris le remboursement des dettes d'électricité en souffrance (années antérieures) (au total, 420 473,6 milliers de hryvnias) des entreprises préparant leur liquidation – 788 704,6 milliers de hryvnias;
- financement de projets d'investissement en vue de la modernisation technique – 246 819,4 milliers de hryvnias; et
- soutien des immobilisations des entreprises d'exploitation des mines de charbon et des producteurs de tourbe – 444 665,5 milliers de hryvnias.

En 2010, en vertu des Décrets n° 360 du 26 mai 2010, n° 375 du 19 mai 2010 et n° 913 du 11 octobre 2010 du Conseil des ministres de l'Ukraine, un soutien a été accordé aux entreprises d'exploitation de mines de charbon pour le remboursement partiel des coûts de production et la restructuration du secteur houiller, y compris le remboursement des dettes d'électricité en souffrance (années antérieures).

Par ailleurs, les Décrets n° 663 du 28 juillet 2010 et n° 392 du 2 juin 2010 du Conseil des ministres de l'Ukraine portent approbation de la procédure établie pour l'utilisation en 2010 du Fonds de stabilisation en vue de financer les projets d'investissement concernant des constructions des entreprises d'exploitation des mines de charbon et des producteurs de tourbe.

La portée du programme est définie conformément à la Loi n° 2154-VI du 27 avril 2010 sur le budget de l'État pour 2010 comme suit:

- aide aux entreprises d'exploitation de mines de charbon pour le remboursement partiel des coûts de production – 5 814 665 milliers de hryvnias;
- restructuration du secteur houiller (y compris les entreprises minières exploitant le lignite), y compris le remboursement des dettes d'électricité en souffrance (années antérieures) des entreprises préparant leur liquidation;
- financement de projets d'investissement en vue de la modernisation technique;
- financement des projets d'investissement concernant des constructions des entreprises d'exploitation des mines de charbon et des producteurs de tourbe.

Forme

Remboursement partiel des coûts de production

En vertu du Décret n° 69 du 28 janvier 2009 du Conseil des ministres de l'Ukraine, les entreprises d'exploitation de mines de charbon (y compris les entreprises minières exploitant le lignite) utilisent les fonds provenant du budget pour le paiement de la main-d'œuvre et les paiements obligatoires, tels que l'électricité et l'acquittement des obligations de garantie dans le cadre du remboursement de crédits budgétaires obtenus pour le remboursement des dettes salariales.

Les fonds sont répartis entre les entreprises d'État, qui utilisent ces sommes pour couvrir partiellement les coûts de production des produits du charbon qu'ils produisent pour un coût de 1 hryvnia par produit, à la condition que le volume des produits en question (en fonction du prix de vente prévu) ne permette pas de couvrir les coûts de production.

Aide publique aux projets d'équipement et de modernisation technique

Les entreprises d'État ou publiques bénéficient de fonds publics sous forme de prêts permanents (Résolution n° 1764 du 27 décembre 2001 du Conseil des ministres de l'Ukraine portant approbation de la procédure régissant le financement public des immobilisations, telle que modifiée). Les équipements pouvant faire l'objet de projets d'investissement sont définis conformément au programme "Charbonnages d'Ukraine" et à la Stratégie énergétique prévue jusqu'à 2030.

Des fonds sont alloués à des projets de construction (puits de mine, puits de forage et mines à ciel ouvert) d'une durée maximale d'un an et qui visent à améliorer la sécurité et les conditions de travail et à moderniser le transport souterrain et le système d'aération.

Bénéficiaires

Le programme est destiné aux entreprises d'État productrices de houille, de lignite et de tourbe.

Le programme ne s'applique pas aux entreprises en liquidation.

La liste des entreprises admissibles est établie par le Ministère des mines sur la base d'indicateurs économiques des activités des entreprises et de leurs projets pour l'année correspondante.

Restructuration du secteur houiller (octroi de fonds pour financer la liquidation des mines non rentables)

Conformément aux Décrets n° 749 du 18 août 2005 et n° 375 du 19 mai 2010 du Conseil des ministres de l'Ukraine, les entreprises productrices de houille, de lignite et de tourbe bénéficient de fonds budgétaires pour se préparer à leur liquidation et pour leur liquidation; les entreprises d'État qui se préparent à leur liquidation en bénéficient également pour le remboursement de dettes d'électricité en souffrance (années antérieures).

Bénéficiaires

Le programme est destiné aux entreprises d'État productrices de houille, de lignite et de tourbe se préparant à être liquidées et aux objets des entreprises en liquidation.

Montant

| | 2009, en millions de hryvnias | 2010, en milliers de hryvnias |
|---|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Remboursement partiel des coûts de production et soutien pour les équipements et la modernisation technique | 5 355,4 | Voir les détails ci-dessous |
| Restructuration du secteur houiller | 788,7 | 1 092 430,4 |
| Remboursement partiel des coûts de production | Voir le total ci-dessus | 5 807 270,0 |

| | 2009, en millions de hryvnias | 2010, en millions de hryvnias |
|--|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Financement des projets d'investissement relatifs à la modernisation technique | Voir le total ci-dessus | 0 |
| Financement des projets d'investissement relatifs la construction | Voir le total ci-dessus | 336 862,85 |

Durée

Indéterminée; sur une base annuelle.

Données statistiques pour l'évaluation des effets sur le commerce

| Quantité produite par les entreprises ayant bénéficié de l'aide | 2009, en millions de tonnes | 2010, en millions de tonnes |
|--|------------------------------------|------------------------------------|
| Houille | 38,4 | 27,3 |
| Lignite | n.d. | n.d. |
| Tourbe | n.d. | n.d. |

4. ÉditionObjectif général et/ou objet

Surmonter la crise dans ce secteur et assurer le développement de l'industrie ukrainienne du livre.

Fondement et législation

Le soutien est fourni en vertu de la Loi n° 601-IV du 6 mars 2003 sur le soutien public à l'édition du livre en Ukraine (telle que modifiée) et des Lois n° 1300-IV du 20 novembre 2003 et n° 521-VI du 18 septembre 2008 portant modification de certaines lois concernant le soutien public à l'édition du livre en Ukraine.

Forme

Exonération des droits d'importation

L'exonération s'applique aux importations de produits utilisés pour l'édition de livres (par exemple, peintures, pellicules photo, cellulose, matériel polygraphique, équipement) qui ne sont pas produits en Ukraine. La liste des intrants visés par l'exonération figure à l'article 19 (point "o") de la Loi n° 2097-XII du 5 février 1992 sur le tarif douanier commun (telle que modifiée).

Exonération de la TVA sur les importations

Mêmes conditions que pour les droits d'importation; elle s'applique aussi à la fourniture de ces produits aux maisons et organismes d'édition et aux entreprises polygraphiques situées sur le territoire ukrainien.

Exonération de la TVA sur les ventes intérieures

L'exonération s'applique à la fourniture de services par des entités résidant en Ukraine dont les activités comprennent à la fois l'édition, la production et la distribution de livres ainsi que la production de papier et de carton. Le revenu brut d'une telle entreprise découlant des activités susmentionnées doit représenter 100 pour cent de son revenu brut pendant la première période de déclaration (fiscale) à compter de la date de son établissement ou au moins 50 pour cent de son revenu brut pendant la période de déclaration (fiscale) antérieure.

Exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés

Sont visés les bénéfices que les maisons et organismes d'édition et les entreprises polygraphiques tirent de leurs activités d'édition en Ukraine, à l'exclusion du matériel à caractère érotique.

Bénéficiaires

Maisons et organismes d'édition, entreprises polygraphiques et distributeurs de la production des éditeurs de livres réalisant leurs activités conformément à la Loi n° 318/97-VR du 5 juin 1997 sur la publication (telle que modifiée).

Montant

| | 2009, en millions de hryvnias | 2010, en millions de hryvnias |
|---|----------------------------------|----------------------------------|
| Exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés | 1,048 | 39 704,773 |
| Exonération des droits d'importation | 4,8 | n.d. |
| Exonération de la TVA sur les importations | 34,1 | 36 119,488 |
| Exonération de la TVA sur les ventes intérieures | 21,249 | 231,421 |

Durée

Du 1^{er} janvier 2004 au 1^{er} janvier 2015.

Données statistiques pour une évaluation des effets sur le commerce

| Production | 2009 | 2010 |
|--|----------|-------|
| Nombre de titres de livres et de brochures, et autres publications | 22 491 | 373 |
| Édition annuelle, en milliers d'articles | 48 514,4 | 968,7 |